



**HAL**  
open science

# PROMOUVOIR UN PALESTINIEN MAITRE DE SOI ET DE SON DESTIN. LA CAUSE DE “ L’ETAT D’ABORD ” SELON SALAM FAYYAD

Aude Signoles

► **To cite this version:**

Aude Signoles. PROMOUVOIR UN PALESTINIEN MAITRE DE SOI ET DE SON DESTIN. LA CAUSE DE “ L’ETAT D’ABORD ” SELON SALAM FAYYAD. Christophe Traïni. Émotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives, Presses universitaires de Rennes, 2015, coll. “ Res Publica ”, 978-2-7535-3603-6. hal-02025998

**HAL Id: hal-02025998**

**<https://hal.science/hal-02025998v1>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Chapitre 7

### PROMOUVOIR UN PALESTINIEN MAITRE DE SOI ET DE SON DESTIN. LA CAUSE DE « L'ETAT D'ABORD » SELON SALAM FAYYAD

AUDE SIGNOLES

*« La Palestine sera un Etat bienaimé qui rejette la violence,  
s'engage dans la coexistence avec ses voisins,  
et construit des ponts de coopération  
avec la communauté internationale.  
Ce sera un symbole de paix, de tolérance, et de prospérité  
dans cette région troublée du monde.  
En embrassant toutes ces valeurs,  
la Palestine sera une source de fierté  
pour tous ses citoyens  
et un ancrage de stabilité  
dans la région<sup>1</sup>. »*

Par ces propos en date de 2009, Salam Fayyad, alors Premier ministre de la Cisjordanie, appelle ses concitoyens à embrasser des valeurs de tolérance et de coexistence pacifique à l'égard de leur voisin israélien, afin que l'Etat de Palestine qu'il appelle de ses vœux soit reconnu sur la scène internationale et que la population qu'il dirige retrouve des motifs de fierté. En d'autres termes, Salam Fayyad exhorte les Palestiniens à adhérer à la cause qu'il promeut - l'« Etat d'abord » -, en même temps qu'à croire au nouvel horizon affectif - fait de stabilité et d'optimisme - qu'il leur promet. Comment, dès lors, s'y prend-t-il pour sensibiliser la population à son programme d'action ? Par quelles modalités d'enrôlement parvient-il à mobiliser des soutiens ? Quels dispositifs de sensibilisation<sup>2</sup> active-t-il pour légitimer son action ? Autrement dit, quelles émotions cherche-t-il à inculquer aux populations ? Et quels effets de ricochet ses injonctions produisent-elles sur les manifestations publiques d'émotions et les comportements collectifs ? Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de répondre dans cet article, en partant d'un travail de terrain réalisé sur le temps long et en immersion.

Le contexte d'énonciation du programme de « l'Etat d'abord », élaboré par Salam Fayyad et son équipe entre 2007 et 2009, donne sens à l'ambition politique qui s'y trouve affichée, qui consiste à préparer l'avènement (et la reconnaissance *de facto*) d'un Etat palestinien à venir à l'horizon 2011. En effet, Salam Fayyad est appelé au poste de Premier ministre en juin 2007

<sup>1</sup> Propos de Salam Fayyad en préambule du rapport de Palestinian National Authority, *Palestine. Ending the Occupation, Establishing the State*, Program of the Thirteenth Government, August 2009, page 3.

<sup>2</sup> Par ce terme, nous entendons, à la suite de Christophe Traïni et Johanna Siméant, « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue », « Introduction », dans *Emotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Science Po, 2009, p.13.

dans un contexte de partition territoriale et politique. Par ce geste, Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité palestinienne en exercice entend marquer sa désapprobation à l'égard du « coup de force » militaire que le mouvement auquel il s'oppose, le Hamas<sup>3</sup>, vient de réaliser dans la bande de Gaza et qui a eu pour conséquence de chasser de ce territoire la totalité des cadres et militants de son parti, le Fatah. Deux gouvernements rivaux cohabitent alors en Palestine. Le premier, sis dans la bande de Gaza et dirigé par Ismaïl Haniyeh, chef de file du Hamas, dispose d'une légitimité populaire en vertu de la victoire de son mouvement aux élections législatives de janvier 2006, mais est dépourvu de soutien international<sup>4</sup>. Accusé d'illégalité et d'illégitimité par Mahmoud Abbas, il continue néanmoins d'exister, voire s'institutionnalise en une « Autorité de Gaza ». Le second gouvernement - « l'Autorité de Ramallah » -, dont la direction est confiée à Salam Fayyad, exerce son pouvoir sur la seule Cisjordanie. Constitué en urgence, il est dépourvu d'assise démocratique, mais bénéficie du soutien des bailleurs de fonds occidentaux<sup>5</sup>. Ces derniers voient en la personne de Salam Fayyad (qu'ils contribuent à faire exister sur la scène politique palestinienne en tant que « technocrate indépendant ») l'homme de la situation. L'enjeu, pour eux, est, en l'espèce, de contrer toutes les possibilités de retour au pouvoir du mouvement islamiste en Cisjordanie et de saper les bases de légitimité de celui-ci dans la bande de Gaza.

Il serait toutefois présomptueux de ne rattacher le Plan stratégique de Salam Fayyad qu'à la seule conjoncture de la désunion nationale. Réinscrit dans le temps (plus) long de l'histoire politique palestinienne, le contexte de « l'Etat d'abord » est d'abord celui d'une lente et profonde désillusion, issue de l'échec du processus de paix. Signée en 1993 par Yasser Arafat, le « père fondateur » et leader historique de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et l'Etat d'Israël, la paix dite d'Oslo (du nom de la capitale norvégienne où les négociations ont été secrètement menées) n'a apporté aux Palestiniens ni l'Etat désiré, ni les territoires revendiqués. Bien plus, en un peu moins d'une décennie de conciliations diplomatiques, le processus de paix a généré des dynamiques de fragmentation des territoires

---

<sup>3</sup> Le Hamas est un mouvement politique né en 1987 dans la bande de Gaza, issu d'un activisme associatif et religieux. Son programme est, comme celui de l'OLP, résolument nationaliste : il entend mettre fin à l'occupation israélienne. Il se distingue, à partir de 1993 et de la signature des accords d'Oslo, par une posture critique à l'égard du processus de paix et de la reconnaissance de l'Etat d'Israël et fait le choix de la poursuite de la lutte armée pour parvenir à l'accomplissement des objectifs nationaux. Voir Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir. Et après ?*, Milan Actu, Milan, 2006.

<sup>4</sup> Depuis sa victoire électorale - historique au regard du monopole de la direction des affaires nationales détenu jusque-là par le Fatah -, le Hamas est l'objet de mesures de boycott de la part des capitales occidentales (Etats-Unis et Union européenne en tête) et de Tel Aviv, qui lui reprochent de ne pas reconnaître explicitement le droit à l'existence de l'Etat d'Israël et les accords de paix conclus en 1993, et sa poursuite de la lutte armée. Le Hamas tente toutefois de briser son isolement diplomatique en (re)tissant des liens (politiques et financiers) avec certains Etats et/ou partis politiques de la région. Il en est ainsi de la Turquie, de l'Iran, du Qatar, mais aussi du Hezbollah libanais ou des Frères musulmans égyptiens. Les résultats de cette politique sont mitigés et considérablement affectés par les « Révolutions arabes » de 2011-2012. Sur ce point, voir Aude Signoles, « Palestine. Vers une Intifada sociale ? », *Afrique du Nord/Moyen-Orient*, La Documentation Française, 2013-2014.

<sup>5</sup> L'Autorité de Ramallah a bénéficié de 3 milliards d'aide internationale en 2008 et d'autant en 2009 - soit 750 dollars par habitant et par an. C'est la dotation la plus élevée de la planète après Mayotte, Palau, la Micronésie et les îles Marshall, d'après des données de la Banque Mondiale. Voir Benjamin Barthe, *Ramallah Dream. Voyage au cœur du mirage palestinien*, La Découverte, 2011, page 98.

et des statuts qui paraissent irréversibles à bien des habitants de la région. En septembre 2000, la reprise de la violence armée entre les deux protagonistes signe la mort des négociations et se traduit par des réoccupations militaires israéliennes, la poursuite accélérée de la colonisation et la construction du Mur. Côté palestinien, la seconde Intifada, que les Palestiniens dénomment l'Intifada al-Aqsa, rime alors avec un sentiment croissant de peur lié à la multiplication des raids aériens, la privation systématique de la liberté d'aller et venir, un appauvrissement économique et institutionnel collectif, et l'omniprésence des figures de la mort et de la martyrologie du fait de la banalisation des attentats-suicides. Après le décès du leader historique du mouvement national, Yasser Arafat, en 2004 et son remplacement par Mahmoud Abbas, la pacification des Territoires est obtenue par une politique de coopération sécuritaire menée par les forces de police palestinienne de concert avec l'armée israélienne, ainsi que par une certaine ouverture du jeu politique interne. La tenue d'élections (municipales d'abord, en 2005 puis législatives, en 2006) est l'occasion pour les populations de dire leurs insatisfactions et inquiétudes à l'égard d'un processus et de dirigeants qu'ils tiennent très largement pour responsables de la « situation ». Mais les nombreuses obstructions faites à la prise de pouvoir véritable du parti sorti vainqueur des urnes ferment toutes perspectives d'alternatives aux yeux des habitants et contribuent à ce que le désespoir et l'absence d'horizon dominant parmi la population. Le programme de « l'Etat d'abord » de 2008 doit donc également se lire rapporté à cet état émotionnel collectif, fait de ressentiment et d'amertume.

L'enjeu, dès lors, pour Salam Fayyad, est non seulement de donner à voir l'Etat palestinien en train de se faire par le biais d'un ensemble d'actions concrètes, mais aussi de rendre les populations sensibles à la nouvelle réalité des faits qu'il entend impulser. Il s'agit de sortir les Palestiniens de l'état de victime et de désespérance dans lequel ils sont plongés pour les (ré)inscrire dans un horizon d'attente constructif et un temps de l'ici et maintenant valorisant. Salam Fayyad entend y parvenir par des exhortations répétées à la maîtrise de soi et à la croyance en l'aboutissement du projet national et, au-delà, par l'imposition d'un Homme Nouveau, confiant en ses capacités d'action et de transformation du monde social<sup>6</sup>. Ses prescriptions de registres discursifs qui visent à façonner un être « ~~civilisé~~ placide et pacifique » dissonent face à deux autres formes concurrentes de mobilisation de soutiens - celle de la victime et celle du combattant. C'est ainsi à une véritable « Révolution culturelle<sup>7</sup> » que le Premier ministre appelle et que la mise en œuvre du Plan stratégique est censée porter.

Partant de ce constat, il s'agira pour nous de montrer la façon dont les promoteurs du programme de « l'Etat d'abord » font valoir leur cause auprès des instances internationales tout en sensibilisant les populations palestiniennes à celle-ci<sup>8</sup>. Quatre questions essentielles

<sup>6</sup> Sur l'émergence de la figure de l'Homme Nouveau au sein d'un autre mouvement de libération nationale (le PKK), pris dans un autre contexte et étudié à une autre période, voir Olivier Grojean, « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, n° 8, 2008.

<sup>7</sup> Expression reprise de l'ouvrage de Benjamin Barthe, *op. cit.*, 2011.

<sup>8</sup> La stratégie politique de Salam Fayyad de « l'Etat d'abord » a fait l'objet de plusieurs travaux académiques, souvent critiques. Citons notamment Philip Leech, *Re-Reading the Myth of Fayyadism: A Critical Analysis of the Palestinian Authority's Reform and State-Building Agenda, 2008-2011*, Arab Center for Research and

seront tour à tour traitées : celle des modalités d'émergence d'un registre émotionnel alternatif ; celle des dispositifs de sensibilisation conçus pour enrôler les populations ; celle des promoteurs du projet d'« Etat d'abord » et de leurs caractéristiques biographiques ; et celle de l'effectivité des jonctions émotionnelles activées.

**« Construire [l'Etat] en dépit de l'occupation, pour mettre fin à l'occupation<sup>9</sup> ».**

L'enjeu est de donner à voir l'Etat « en train de se faire », de façon à ce que la réalité de son existence s'impose à l'ensemble des acteurs concernés - qu'il s'agisse des populations palestiniennes, de l'Etat d'Israël ou de la communauté internationale. « L'idée est de produire une masse critique de faits accomplis et de changements positifs pour que la réalité de l'Etat s'impose au monde »<sup>10</sup>, « pour que notre Etat advienne comme fait indiscutable »<sup>11</sup>. L'objectif est aussi de faire accepter au leadership traditionnel de l'OLP une profonde révision de la stratégie politique palestinienne à l'égard d'Israël. En l'occurrence, il s'agit désormais non pas tant de parvenir à la reconnaissance d'un Etat palestinien sur un territoire préalablement « libéré » du joug de l'occupation, que de faire exister cet Etat concrètement. Pour Salam Fayyad, il s'agit donc de montrer, dans un premier temps, que les Palestiniens gèrent leurs institutions administratives conformément aux prescriptions des bailleurs de fonds internationaux et d'imposer, ensuite, la reconnaissance de cet Etat comme « allant de soi ». Pour ce faire, il emprunte à la stratégie (israélienne) du fait accompli - ce qu'il résume par cette formule : « Construire, en dépit de l'occupation ».

Pour étudier la manière dont le Premier ministre sensibilise à sa cause et pouvoir décrire avec précision les émotions prescrites, nous sommes partie des quatre documents-programmes qui constituent le socle de son Plan stratégique : 1) *Building a Palestinian State. Towards peace and prosperity*, Paris, December 17<sup>th</sup>, 2007 ; 2) *Palestinian Reform and Development Plan (PRDP)*, 2008-2010 ; 3) *Palestine. Ending the Occupation, Establishing the State*, Program of the Thirteenth Government, August 2009 (rapport d'étape) ; 4) *Homestretch to Freedom. The Second Year of the 13<sup>th</sup> Government Program. Palestine : Ending the Occupation, Establishing the State*, August 2010. Deux longs entretiens réalisés avec Salam Fayyad et son bras droit, Mohamed Mustafa, par la revue *Journal of Palestine Studies*, complètent ce matériau (Khalid Farraj, Camille Mansour, Salim Tamari, « A Palestinian State in Two Years : Interview with Salam Fayyad, Palestinian Prime Minister », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 39, n°1, Autumn 2009, 20 pages et « The Palestinian Economy and Future Prospects : Interview With Mohammad Mustafa, Head of the Palestine Investment Fund », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 39, n° 3, Spring 2010, p. 40-51). Parallèlement, nous nous sommes attachée aux équipements matériels et objets ou actes symboliques mis en avant pour accréditer l'idée d'un changement des réalités politiques, ainsi qu'aux dispositifs d'expertise mobilisés. Pour ce faire, nous sommes partie des nombreux rapports publiés par les bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale en tête), ainsi que d'enquêtes ethnographiques réalisées *in situ*. Les documents collectés ici s'inscrivent, de manière plus large, dans un travail de terrain commencé en 1996 dans le cadre d'un mémoire de DEA intitulé *Les Accords d'Oslo ou l'agonie d'un consensus. Identité nationale et territoire(s) palestinien(s) : quel(s) devenir(s) ?* (Université Paris 1) et poursuivi, entre 1997 et 2004, dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique portant sur *Municipalités et pouvoir local dans les Territoires palestiniens. Entre domination israélienne et Etat en formation (1993-2004)* (Université Paris 1). Il s'est ensuite prolongé par le suivi des élections municipales palestiniennes entre 2005 et 2006 en tant qu'observatrice internationale accréditée, ainsi que par la réalisation de missions d'expertise sur la « décentralisation fiscale » et les réseaux d'assainissement pour le compte de l'Agence Française de Développement, ainsi que sur la « coopération décentralisée » pour Cités Unies France. Parallèlement, des enquêtes sur la fabrique de l'action publique locale - notamment dans la région Nord de la Cisjordanie - ont été effectuées entre 2007 et 2012. Une partie de celles-ci ont été publiées sous forme brute dans : Véronique Bontemps, Aude Signoles, *Vivre sous occupation. Quotidiens palestiniens*, Ginkgo, 2012.

~~Policy Studies, avril 2012 ; Raja Khalidi et Sobhi Samour, « Neoliberalism as Liberation : The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies*, Vol. XI, n° 2, 2011.~~

<sup>9</sup> In Khalid Farraj, Camille Mansour, Salim Tamari, « A Palestinian State in Two Years : Interview with Salam Fayyad, Palestinian Prime Minister », *Journal of Palestine Studies*, Vol. 39, n°1, Autumn 2009, page 5.

<sup>10</sup> In B. Barthe, *op. cit.*, 2011 (entretien du 17 février 2010).

<sup>11</sup> ~~Dans In Hasan Abu Nimah and Ali Abunimah, « Libération oui, un 'Etat' palestinien fictif non », *electronic Intifada*, 11 septembre 2009, publié sur le site Info-Palestine.eu, <http://www.info-palestine.net/spip.php?article7269>.~~

Mis en forme : Non Surlignage

Mis en forme : Non Exposant/ Indice, Non Surlignage

Mis en forme : Police :Italique, Non Exposant/ Indice, Non Surlignage

Mis en forme : Non Exposant/ Indice, Non Surlignage

Mis en forme : Non Exposant/ Indice, Non Surlignage

Nous verrons que l'ensemble des documents qui visent à donner consistance au programme de « l'Etat d'abord », ainsi que les prises de position publiques du Premier ministre, dessinent un registre émotionnel construit en opposition à deux autres formes de mobilisation de soutien activées en Palestine. La première est celle de la figure de la victime et la seconde celle du combattant. En creux émerge un guide des bonnes conduites à l'adresse des Palestiniens, qui part du constat de la perte de confiance en leurs capacités à modifier le cours de leur propre histoire et les exhorte à mettre à distance leurs affects et passions partisans. L'Homme (palestinien) Nouveau se doit ainsi d'être à la fois « maître de soi et de son destin et placide et pacifique.

## **Halte à la victimisation. Le Palestinien, générateur de sa propre Histoire**

« Notre agenda n'est pas secret : il s'agit d'exercer notre droit à vivre sur notre terre. Attendre que l'alignement des étoiles soit parfait pour avancer est le meilleur moyen de ne rien faire. Il faut travailler et avoir confiance dans la dynamique créée par notre action, même si les conditions ne sont pas idéales. Il faut en finir avec la culture du doute et de la résignation et prendre conscience de ce que nous sommes capables de réaliser »<sup>12</sup>. En quelques phrases, Salam Fayyad s'en prend à ce qu'il considère être une tendance lourde du comportement palestinien sur la scène internationale : le défaitisme et la victimisation. Selon lui, cet état affectif empêche les Palestiniens de se projeter dans l'avenir. Pour contrer un tel registre discursif, Salam Fayyad enjoint les populations à ne pas s'arrêter à la situation présente de blocage des négociations avec l'Etat d'Israël et à sortir de la posture victimaire, qui les conduit à se plaindre de la situation sans penser avoir prise sur elle.

La figure de la victime<sup>13</sup> contre laquelle Salam Fayyad s'insurge a une double filiation dans l'histoire politique palestinienne. La première a été très largement fabriquée et véhiculée par les organisations humanitaires internationales dès le début des années 1950 dans le contexte de la *Nakba*<sup>14</sup> - notamment par l'Agence des Nations Unies en charge des réfugiés palestiniens (UNRWA). Construite autour de la figure du réfugié, elle tend à mettre l'accent sur le « dénuement [des populations], leur passivité et leur incapacité à agir sur leur propre devenir sans l'aide et la compassion des intervenants humanitaires venus des pays dits développés »<sup>15</sup>. Plus récemment, cette figure de la victime a été réactivée dans le contexte de la Seconde Intifada par les bailleurs de fonds internationaux. En effet, la reprise de la

<sup>12</sup> In Benjamin Barthe, *op. cit.*, 2011 (entretien réalisé le 17 février 2010).

<sup>13</sup> Sur la figure de la victime, voir Laetitia Atlani-Duault, « Introduction. Les figures de l'aide internationale », *Ethnologie française*, vol. 41, 2011/3, p. 389-392 et Pascal Dauvin, Johanna Siméant, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Science Po, 2002.

<sup>14</sup> La *Nakba*, qui signifie « Catastrophe » en arabe, est le pendant palestinien de la « Guerre d'indépendance » israélienne. Elle renvoie à la perte, en 1948, de 78% de la Palestine du Mandat britannique à la suite de la création de l'Etat d'Israël et au départ consécutif de plus de 750 000 individus vers les Etats arabes voisins (Jordanie et Liban notamment). Les Palestiniens ayant fui les combats (entre 1947 et 1949) et leurs descendants constituent aujourd'hui une population d'un peu plus de cinq millions (chiffres UNRWA 2012).

<sup>15</sup> In Stéphanie Latte Abdallah (ss. dir.), *Images aux frontières. Représentations et constructions sociales et politiques. Palestine, Jordanie 1948-2000*, IFPO, page 68.

violence armée en septembre 2000 a conduit la communauté internationale à réorienter son aide vers des fonds d'« urgence »<sup>16</sup> (alors qu'elle avait plutôt tendance à appuyer jusque-là le projet de construction étatique au travers de politiques de « développement »<sup>17</sup>). Mais ces transferts financiers ont cessé en 2006 à la suite de la victoire électorale du Hamas – les capitales occidentales sanctionnant l'orientation idéologique et politique de l'Autorité palestinienne version « Hamas ». La situation de crise économique et de crise humanitaire qui a résulté de l'arrêt de l'aide financière internationale dans les Territoires palestiniens explique qu'au moment où Salam Fayyad prend la tête de l'Autorité de Ramallah en 2007, le registre discursif du « désastre humanitaire » soit omniprésent. Repousser la raison d'être de ce discours devient l'un des objectifs du (nouveau) Premier ministre, qui souhaite pouvoir offrir à ses concitoyens autre chose qu'un horizon de guerre et de désolation. Pour ce faire, il affirme haut et fort la capacité des Palestiniens à sortir de la spirale de l'échec dans laquelle ils se croient enfermés et à agir de façon autonome – c'est-à-dire, indépendamment de toute aide (financière) extérieure. C'est à l'opposé de l'image larmoyante de la victime humanitaire que Salam Fayyad promeut la figure d'un Palestinien confiant en l'avenir, convaincu que son devenir ne dépend d'aucun autre que de lui-même et maître de soi – entendons, responsable de sa destinée personnelle comme de sa propre Histoire. Il proclame ainsi à l'adresse de ses administrés : « *Nous avons un projet de construction d'Etat. Rallions nous à ce projet, car celui-ci nous transformera d'individus sous dépendance en moteurs de l'action*<sup>18</sup> ».

La deuxième facette de la figure de la victime que Salam Fayyad construit comme repoussoir est plus politique : elle renvoie à la figure du colonisé<sup>19</sup>. Cette figure, qui tend à reporter sur l'Autre (le dominant) la responsabilité des maux sociétaux, est consubstantielle à l'histoire de l'OLP<sup>20</sup> et, au-delà, à l'ensemble des forces politiques nationalistes – y compris celles islamistes. Comme le dit Nizar Farsach, l'un des conseillers politiques du Premier Ministre : « *[Salam Fayyad] veut se détacher de l'excuse de l'occupation, qui est la quintessence de l'excuse palestinienne* »<sup>21</sup>. Le chef de l'Autorité de Ramallah invite ainsi à lire les problématiques palestiniennes nouvelles qui se posent dans le contexte d'Oslo du fait de la création de l'Autorité palestinienne, indépendamment du contexte territorial et politique dans lesquelles elles s'inscrivent et à rechercher la causalité des dysfonctionnements éventuels dans des facteurs d'ordre interne. Pour lui, les discours « anti-occupation » cachent, chez

<sup>16</sup> Sur la réorientation des fonds de l'aide internationale durant les premières années de la Seconde Intifada, avec une étude de cas sur les programmes de développement d'infrastructures municipales, voir Aude Signoles, « Qu'en est-il du pouvoir local en 'conjoncture politique fluide' ? Le cas des municipalités palestiniennes durant l'Intifada al-Aqsa », *Egypte/Monde arabe*, n° 6, 2003.

<sup>17</sup> Sur la distinction entre « urgence » et « développement » et les usages instrumentaux qui en sont faits par les ONG, voir Johanna Siméant, « Urgence et développement. Professionnalisme et militantisme dans l'humanitaire », *Mots – Les langages du politique*, n° 65, mars 2001.

<sup>18</sup> Khalid Farraj, Camille Mansour, Salim Tamari, *op. cit.*, p. 11.

<sup>19</sup> Voir Albert Memmi, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Folio, 2002 [1985]. Sur la manière dont la domination de l'Autre imprègne les modes de pensée dominés en Palestine, voir Vincent Romani, « Sciences sociales et lutte nationale dans les Territoires occupés palestiniens. La coercition comme contrainte et comme ressource scientifique », *Revue d'Anthropologie des connaissances*, Vol. 2, n° 3, 2008.

<sup>20</sup> Voir notamment Nadine Picaudou, *Les Palestiniens, un siècle d'histoire*, Complexe, 1997.

<sup>21</sup> In Benjamin Barthe, *op. cit.*, 2011 (entretien réalisé le 5 juin 2008).



ceux qui les professent, une réticence à accepter l'introspection et la remise en cause de leurs modes de faire. Plus, ils servent le *statu quo*, dans la mesure où ils bloquent systématiquement tout projet de réforme de l'action publique – sans aucun débat de fond. Ainsi, par sa disqualification du discours « anti-israélien », Salam Fayyad entend affirmer que les Palestiniens ont (désormais) la capacité de peser sur le cours des choses les concernant.

Le registre de la maîtrise de soi lui permet également de s'insurger explicitement contre une seconde forme de mobilisation des soutiens qu'il juge inappropriée et contre-productive au regard des objectifs de la construction de l'Etat : celle du combattant.

### **Halte au culte des martyrs et à la violence armée. Le Palestinien, un être placide et pacifique**

Le recours au registre agonistique en Palestine trouve son origine dans l'histoire du mouvement de libération nationale. Le « combattant » (ou *feda'i*) est la figure héroïque des partisans de l'OLP dans les années 1970. Cette figure fait du refus de l'occupation sa raison d'être et de la lutte armée, un impératif mené au nom du rétablissement de la justice (et du droit international). A compter de la signature des accords d'Oslo et du renoncement officiel de l'OLP à la lutte armée, la figure du combattant devient l'apanage des forces d'opposition (de gauche comme islamistes). Mais dans le contexte de la Seconde Intifada, elle est détrônée par l'avènement d'une nouvelle figure, celle du martyr (ou *shahid*) - les attentats-suicides se substituant alors aux attentats à la bombe. La rhétorique religieuse qui accompagne cette forme de « violence sacrificielle<sup>22</sup>» permet aux groupes armés de (ré)envisager la possibilité d'une victoire sur l'ennemi en réinscrivant la lutte nationale dans une temporalité longue – celle d'un temps eschatologique. Elle permet aussi de démontrer la supériorité morale des Palestiniens face à un adversaire supposé plus craintif devant la mort<sup>23</sup>. Mais, pour Salam Fayyad, le martyr est d'abord et avant tout une « figure du désespoir »<sup>24</sup>, qui porte en elle l'idée que la situation (d'échec) vécue dans l'ici et maintenant est irréversible. C'est cette posture fataliste que le Premier ministre de la Cisjordanie entend renverser en appelant les Palestiniens à entreprendre et aller de l'avant. Ainsi : « *L'occupation affecte notre manière de penser, nous devons passer outre le sentiment d'échec et d'incapacité que cela a généré en nous et la perte de confiance qui en résulte quant à notre capacité à obtenir des résultats. Ce sentiment prend souvent la forme d'un nihilisme passif ou d'actes de destruction de bravoure – ce qui correspond à deux facettes d'un même problème. Le défaitisme engendré par plus de quatre décennies d'occupation et six décennies de Nakba et de dispersion de notre peuple doit être surmonté si nous voulons réaliser notre projet national*<sup>25</sup> ». Dès lors, loin d'être une figure héroïque comme le célèbrent les groupes armés, le martyr renvoie plutôt l'image d'un

<sup>22</sup> Expression empruntée à Hamit Bozarslan, *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaïda*, La Découverte, 2008.

<sup>23</sup> Sur les discours justifiant l'utilisation de ce mode d'action et l'émergence de la figure du martyr en Palestine, voir Pénélope Larzillière, *Etre jeune en Palestine*, Balland, 2004 (notamment le chap. 6 « Les 'martyrs' »).

<sup>24</sup> Expression reprise de Pénélope Larzillière, *op. cit.*, page 133.

<sup>25</sup> In Khalid Farraj, Camille Mansour, Salim Tamari, *op. cit.*



être dépourvu de raison, qui ne croit pas en sa capacité matérielle à transformer l'ordre établi. L'enjeu du programme de l'« Etat d'abord » est donc, pour Salam Fayyad, de fournir des motifs d'espérance aux populations, afin qu'elles puissent soigner leurs âmes, réparer leurs cœurs et corps endoloris, et qu'éclosoient enfin cet Homme (palestinien) Nouveau, producteur d'une société revitalisée.

### Un discours optimiste dans un contexte anxieux

A présent, il s'agit d'étudier comment cette nouvelle figure du Palestinien maître de soi et de son destin trouve écho dans la société. En réalité, Salam Fayyad s'appuie sur le sentiment diffus de peur d'une nouvelle *Nakba* pour disqualifier les formes de mobilisation de soutien concurrentes aux siennes. Il joue sur la ~~peur~~ crainte de la relégation sociale et du retour à la guerre pour faire adhérer les populations de la Cisjordanie à sa cause de l'« Etat d'abord ».

Deux expériences collectives récentes, vécues comme des événements-tournants, servent de soubassement à son argumentaire. La première renvoie aux débuts de la Seconde Intifada (2001-2004)<sup>26</sup>, durant lesquels un cycle de violence vicieux s'est institué entre les deux parties israéliennes et palestiniennes (la violence des uns entraînant la violence des autres). Ce contexte a conduit une partie des leaders de la « société civile » palestinienne issue du monde associatif et des cercles intellectuels à s'interroger publiquement sur la pertinence du recours à la lutte armée. La désapprobation morale dont la violence politique transnationale a été l'objet sur la scène internationale après le 11-Septembre 2001 a également contribué à ce qu'un certain nombre de personnalités publiques palestiniennes (depuis les Territoires palestiniens ou en diaspora) condamnent les attentats-suicides<sup>27</sup>. Le registre de la condamnation utilisé ne se situe toutefois pas sur le terrain de la morale. Le point de vue défendu est stratégique : il s'agit de souligner l'aspect contre-productif du registre agonistique dans un contexte d'extrême asymétrie des rapports de forces militaires et de « croisade » occidentale contre le « terrorisme international ». La figure du martyr est alors vue comme desservant la cause nationale et comme participant à la dépréciation de l'image des Palestiniens « au dehors ». La mise en avant du Palestinien maître de soi permet à Salam Fayyad de défendre une nouvelle posture émotionnelle sur la scène internationale et, du coup, de dissocier les Palestiniens du qualificatif de « fous de Dieu » qui leur est accolé. Dans le même temps, une partie de la population palestinienne commence à considérer que la lutte armée affecte négativement non seulement le projet d'Etat qu'elle soutient, mais aussi ses perspectives individuelles de réussite sociale. En effet, l'endettement de l'Autorité palestinienne (lié au non-reversement par l'Etat d'Israël des taxes de douanes qu'il prélève pour elle) place le gouvernement palestinien devant l'impossibilité de payer régulièrement les

<sup>26</sup> L'arrivée de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne, vu par les Israéliens comme « modéré » et donc, comme plus à même de répondre à leurs revendications sécuritaires, correspond à l'entrée dans une (nouvelle) phase de coopération sécuritaire israélo-palestinienne, dans laquelle l'armée israélienne et les forces de police palestinienne s'entraident dans la lutte contre les groupes armés (islamistes, en particulier).

<sup>27</sup> En juin 2002 notamment, une pétition d'intellectuels condamne l'usage de la violence armée contre les civils israéliens. Parmi les signataires, on trouve Hanane Achrawi, député du Fatah alors critique envers son parti, Saleh Abdel Shafi, le Directeur du Croissant-Rouge de Gaza, Salim Tamari, Jamil Hilal et Rima Hammami, tous trois professeurs à l'Université de Birzeit, ou encore le réalisateur de cinéma Subhi Zubeidi.

salaires de ses fonctionnaires. Les populations les plus sévèrement touchées sont les classes moyennes éduquées dotées d'un fort capital culturel et d'une faible capacité d'épargne. Or, ces populations font parties des catégories socioprofessionnelles qui ont le plus bénéficié de la paix d'Oslo. La détérioration soudaine de leurs conditions de vie (en 2006-2007) les conduit à associer progressivement la lutte armée à une situation de risque économique personnel. On comprend, dès lors, qu'il existe un terreau favorable à la condamnation du registre agonistique dans la décennie 2000, sur lequel Salam Fayyad entend prendre appui pour mobiliser des soutiens en interne.

Le second événement-tournant qui imprègne les mémoires collectives est la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006. En effet, cet événement - véritable *aggiornamento* politique - conduit la communauté des bailleurs de fonds a cessé d'alimenter le budget de l'Autorité palestinienne en signe de réprobation politique. L'assèchement des finances publiques palestiniennes (qui résulte, cette fois-ci, d'une action de la communauté internationale) se trouve directement corrélé au refus du Hamas de condamner le registre agonistique et la figure du combattant-martyr. Or, la situation de boycott international plonge de nouveau les classes moyennes dans une situation économique difficile, alors que le contexte politique interne est celui d'une insécurité physique qui va croissant<sup>28</sup>. Cette population de cols blancs associe le risque d'une rétrogradation sociale non plus seulement au registre agonistique, mais aussi à l'accession du Hamas à la direction des affaires nationales. La guerre de Gaza de 2009 (avec ses conséquences humanitaires désastreuses) accrédiète davantage encore cette grille de lecture qui associe violence politique et boycott international. Tandis que les Israéliens justifient leur offensive militaire à l'encontre de l'appareil du Hamas par l'existence de « combattants » islamistes à l'intérieur de la bande de Gaza, la communauté internationale récompense (financièrement) le Président Mahmoud Abbas et le gouvernement de Salam Fayyad pour leur condamnation morale - et en actes - du Hamas. A partir de là, l'Autorité de Gaza sert la cause de « l'Etat d'abord » en constituant un modèle-repoussoir aux yeux de l'Autorité de Ramallah. *A contrario*, le registre du Palestinien maître de soi et de son destin, que Salam Fayyad appelle de ses vœux, est présenté aux populations de la Cisjordanie comme la seule voie permettant d'échapper à la destinée tragique de la bande de Gaza. Les passions idéologiques et « folies » meurtrières des islamistes sont ainsi opposées aux bienfaits inhérents aux paroles et actes de pragmatisme, de modération et d'accommodement que Salam Fayyad promeut. De la même façon, les images de détresse en provenance de Gaza rappellent en permanence que la prospérité collective et le bonheur individuel sont accessibles aux populations de la Cisjordanie à la condition qu'elles adhèrent à la cause de « l'Etat d'abord ».

Partant de là, il s'agit, à présent, d'étudier quels dispositifs matériels et symboliques le Premier ministre de l'Autorité de Ramallah a activés pour mobiliser des soutiens. Nous nous appliquerons à montrer que deux formes d' enrôlement émergent qui ciblent deux types de publics différents : le registre de l'expertise d'une part, adressé en priorité à la communauté

des bailleurs de fonds ; des techniques de communication empruntées au monde du commerce et de l'entreprise d'autre part, qui visent plutôt à sensibiliser les populations locales. Ces deux formes d' enrôlement - loin de se concurrencer – fonctionnent, en l'espèce, de manière complémentaire.

## **Des dispositifs experts qui rassurent la communauté internationale et Israël**

« *L'occupation est notre principal obstacle et est responsable de nombre de nos problèmes, mais cela ne doit pas justifier l'inaction et la mauvaise gestion. De mon point de vue, échouer à bien gérer est une forme d'auto-sabotage*<sup>29</sup> ». Pour Salam Fayyad, l'enjeu n'est pas tant la proclamation de l'Etat de Palestine que la démonstration que celui-ci existe « au concret » et qu'il prend forme exemplaire au regard des principes de la « bonne gouvernance » portée par les grands bailleurs de fonds internationaux<sup>30</sup>. Son projet d'« Etat d'abord » se présente d'emblée comme un instrument de critique des formes et habitus de gestion publique pratiqués dans le passé - notamment du temps où Yasser Arafat était Président de l'Autorité palestinienne (1993-2004). Une telle rhétorique dénonciatrice a pour objectif d'amener à soi la communauté internationale qui, dans le contexte de l'Après 11-Septembre, fait de plus en plus pression sur le Président de l'Autorité palestinienne pour qu'il réforme les règles de l'action publique de façon à accroître la « transparence » de la redistribution de l'aide internationale, qu'il améliore la « performance » des institutions administratives et des services publics et qu'il s'oblige à rendre des comptes (« *accountability* ») à ses administrés. Pour accréditer l'idée du « bon avancement » de son programme d'action, Salam Fayyad s'appuie sur la production de statistiques nationales – notamment dans le domaine économique. Ces statistiques sont publiées dans des rapports d'étape ou des évaluations réalisés par les services du Premier ministre et certaines agences étatiques, en lien avec de grands cabinets de conseil internationaux. Elles ont pour fonctionnalité de rendre compte des « progrès » réalisés en matière de réformes institutionnelles et administratives et de faire ressortir des « cas » susceptibles d'être érigés en « modèles » et de participer à la « réussite » de l'ensemble de son projet. Ainsi, le PIB (qui est estimé à +8% en 2009-2010) est-il promu comme faire-valoir de l'amélioration de la situation économique en Cisjordanie - alors que, dans le même temps, l'heure est au « désastre humanitaire » à Gaza. De la même façon, le déficit public (qui est passé de 29% à 16% du PIB entre 2007 et 2010) est mis en avant comme preuve du « bon vouloir » du Premier ministre à engager une politique de rigueur attendue de l'extérieur. D'autres types de données quantitatives, plus administratives, participent aussi à la mesure de l'Etat « en train de se faire », tels les kilomètres de routes ou réseaux hydrauliques réalisés, ou encore le nombre de puits creusés, d'écoles élémentaires édifiées, et de localités électrifiées.

<sup>29</sup> In Khalid Farraj, Camille Mansour, Salim Tamari, *op. cit.*

<sup>30</sup> Voir Dominique Darbon, « Réformer ou reformer les administrations projetées des Afriques ? », *Revue Française d'Administration Publique*, n° 105-106, 2003, pp. 135-152.

L'agenda réformateur de Salam Fayyad n'a cependant pas pour unique vocation de rassurer la seule communauté des bailleurs de fonds. L'un des enjeux du projet d'« Etat d'abord » consiste aussi à répondre aux préoccupations « sécuritaires » de l'Etat d'Israël. Dans le contexte post-2007 de partition Fatah/Hamas, il s'agit en particulier d'éviter que les dirigeants et militants islamistes présents en Cisjordanie fassent entendre leurs voix sur la scène politique et usent de la violence armée contre Israël<sup>31</sup>. Une réforme des services de sécurité et des forces de police palestinienne est impulsée dans cette optique par le Bureau du Premier ministre qui, comme les autres réformes administratives, entend répondre aux canons de la « bonne gouvernance » - ce qui, en la matière, implique que les forces exécutives soient formées au respect de l'Etat de droit (*rule of law*). Surtout, cet enjeu sécuritaire conduit l'Autorité de Ramallah à impulser une politique de désarmement des milices<sup>32</sup> et à la coupler, pour les combattants « recherchés » (*wanted*), à des possibilités de cooptation dans les forces de police. Là aussi, des données comptables sont mises en avant pour souligner l'implication effective du gouvernement de Salam Fayyad dans la lutte contre les groupes armés (indiquant, par exemple, le nombre d'armes déposées, de nouvelles recrues, etc.).

Cette propension à s'emparer de dispositifs experts ne doit pas surprendre. Le programme de l'« Etat d'abord » a été conçu par un petit cercle d'individus proches du Premier ministre, en interaction avec les principaux donateurs internationaux (notamment, la Banque Mondiale) et des cabinets d'expertise étrangers<sup>33</sup>. Salam Fayyad lui-même met en avant son savoir académique et son professionnalisme pour justifier de sa position politique<sup>34</sup>. En effet, né en 1952 à Tulkarem (Cisjordanie), il fait partie de ces Palestiniens (nombreux) qui ont quitté les Territoires occupés dans les années 1970 pour poursuivre des études universitaires à

---

<sup>31</sup> Cet objectif politique est poursuivi en commun par le gouvernement de Salam Fayyad et le gouvernement de l'Etat d'Israël de manière accentuée après la partition de 2007. Il conduit à des échanges d'informations réguliers entre les services de renseignements des deux parties, mais aussi les forces de police palestinienne et l'armée israélienne. Il est à l'origine de campagnes d'arrestations massives et d'emprisonnement de dirigeants du Hamas et du Jihad islamique (qu'ils appartiennent à la branche politique ou militaire de ces mouvements), mais aussi de responsables associatifs et de personnalités intellectuelles et religieuses. Il a aussi conduit l'Autorité de Ramallah à fermer nombre de centres culturels, clubs de jeunes, dispensaires, et médias proches du mouvement Hamas en arguant d'argumentations juridiques. Sur la coopération sécuritaire israélo-palestinienne, voir Yezid Sayigh, « Policing the People, Building the State: Authoritarian Transformation in the West Bank and Gaza Strip », *Carnegie Papers*, Carnegie, février 2011.

<sup>32</sup> « Dans la mesure où la défense du projet national palestinien dépend du monopole de l'Etat dans le recours à la violence et dans sa légitimité à utiliser la force au service du projet, toute personne qui portera une arme en dehors du cadre officiel (par lequel les ordres du leadership politique sont exécutés) outrepassera la loi et les règlements - que cette personne appartienne au Fatah ou au Hamas ou à toute autre organisation que ce soit. (...) Clairement, cela représente un changement indéniable du rôle de l'Autorité, mais j'insiste, cela est absolument indispensable pour la lutte du peuple palestinien » (Propos de Salam Fayyad recueillis par Khalil Farraj, Camille Mansour et Salim Tamari, *op. cit.*, 2010).

<sup>33</sup> Les bureaux de Salam Fayyad abritent quelques experts étrangers directement placés comme conseillers politiques à ses côtés par les postes diplomatiques des capitales occidentales. L'agence de coopération internationale britannique (ou DFID) a ainsi été associée de très près à la rédaction du premier document d'étape (le Plan de Développement et de Reconstruction Palestinien) préfigurant le programme de « l'Etat d'abord »<sup>32</sup>. L'implication d'experts techniques internationaux dans l'élaboration des politiques publiques et des réformes institutionnelles et administratives prescrites par l'Autorité de Ramallah, explique largement la hauteur des investissements financiers engagés par la communauté des bailleurs de fonds en Cisjordanie.

<sup>34</sup> Michel Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994, 2<sup>e</sup> édition, 1998.

l'étranger<sup>35</sup>. Economiste de formation et titulaire d'un doctorat de l'Université du Texas aux Etats-Unis, il commence une carrière de haut diplomate au sein de la Banque Mondiale à New York. De retour en Palestine en 1995 (en même temps que de nombreux autres *returnees* de l'OLP<sup>36</sup>), il exerce les fonctions de représentant officiel palestinien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Ses conseillers, qui se connaissent de longue date, mettent, eux aussi, en avant leurs compétences (reconnues) dans les domaines de l'économie et de la finance internationales.

Le recours à l'expertise - qui s'adresse, en priorité, à la communauté internationale et à l'Etat d'Israël - leur sert donc, d'un côté, à la valorisation du programme de réformes de Salam Fayyad (et du panel de politiques publiques qui l'accompagnent) et, de l'autre, à attester des changements en cours (d'ordre sécuritaire, économique ou institutionnel) dont celui-ci se dit porteur. Ce type de dispositif de sensibilisation n'est cependant pas le seul utilisé par les équipes du Premier ministre pour accréditer l'idée que les temps de crises (économiques et politiques) sont définitivement révolus. Vis-à-vis des populations locales qu'il s'agit de sortir du défaitisme ambiant, l'Autorité de Ramallah use de techniques promotionnelles empruntées au monde marchand pour valoriser l'œuvre de bâtisseur d'Etat du Premier ministre, mais aussi « la capacité de capitalisation personnelle »<sup>37</sup> et « l'esprit de commerce »<sup>38</sup>. Rassurer dans un contexte de perte de confiance en soi des populations et de sentiment d'échec individuel et collectif : telle est la vocation du Plan d'action stratégique de Salam Fayyad.

### **Techniques publicitaires et exaltation d'une société de consommation**

Afin de transformer le regard que les habitants de la Cisjordanie portent sur les réalités de leur quotidien et améliorer la perception que ceux-ci ont du rôle qu'ils peuvent jouer dans l'accomplissement du projet national, le gouvernement en place à Ramallah organise régulièrement des campagnes de communication et se sert d'encarts publicitaires pour mettre en avant des preuves matérielles (et parfois symboliques) de la réversibilité de la situation.

La médiatisation des inaugurations de bâtiments officiels fait partie de ces « gages » apportés aux populations pour témoigner du « bon » niveau d'avancement de l'Etat de Palestine. La presse quotidienne recèle ainsi d'articles et de photos qui donnent à voir le Premier ministre en tournées officielles en train de célébrer la construction d'infrastructures emblématiques (tels un puits, une école ou un dispensaire), décrites comme préfiguratrices des bases institutionnelles de l'Etat à venir. C'est notamment le cas dans les localités des zones rurales

<sup>35</sup> Voir le travail de doctorat de Vincent Romani : « Sciences sociales et coercition : les 'social scientists' des Territoires occupés palestiniens entre lutte nationale et indépendance scientifique » (dir. Bernard Botiveau), IEP Aix, Université Paul Cézanne, janvier 2008, 451pages.

<sup>36</sup> Ce terme désigne les Palestiniens venus habiter la Cisjordanie et la bande de Gaza après la signature des accords d'Oslo et travailler pour le compte de l'Autorité palestinienne aux côtés de Yasser Arafat.

Voir Nadine Picaudou et Isabelle Rivoal (dir.), *Retours en Palestine. Trajectoires, rôle et expériences des returnees dans la société palestinienne après Oslo*, Karthala, 2006.

<sup>37</sup> Cf. Etienne Pingaud, 2006, « Compte rendu de Albert Hirschman, *Les passions et les intérêts*, PUF, 2006 », [http://www.oliviergodechot.free.fr/hoparticle.php?id\\_art=209](http://www.oliviergodechot.free.fr/hoparticle.php?id_art=209) (27/05/2014).

<sup>38</sup> *Idem*.

qui ont été écartées des programmes internationaux d'aide au développement local durant la période d'Oslo<sup>39</sup>. Dans les villes, c'est une autre facette de « l'Etat bâtisseur » que Salam Fayyad s'applique à promouvoir, puisqu'il y célèbre des formes de « monumentalisme urbain ». En effet, les centres commerciaux, multiplexes de cinéma, hôtels internationaux, Tours de standing, centres culturels ou encore restaurants de luxe qu'il inaugure, présentent des caractéristiques innovantes de par leurs formes architecturales, les matériaux utilisés, les *concepts-stores* promus ou encore les choix de *design* intérieur effectués. Par leur existence même, ils doivent projeter les Palestiniens dans un avenir meilleur. L'œuvre architecturale est ici recherchée pour sa fonction performative, même si la fonctionnalité assignée au bâti (à savoir, assurer la viabilité économique du futur Etat) participe aussi de la « cause » nationale. La mise en scène du *changement* promis et promu par Salam Fayyad passe ainsi par l'édification de constructions « modernes » - visibles de tous, repérables de loin - qui deviennent de nouveaux points de repères urbains, ainsi que par les nombreuses grues et monticules de sable ou gravats qui matérialisent le positionnement des nombreux chantiers de BTP en cours.

Les publicités constituent le second dispositif de sensibilisation au cœur des campagnes de communication de Salam Fayyad. Les supports *marketing* vantant les mérites des voitures (de marques étrangères), des restaurants et bars « branchés », des hôtels de grandes chaînes internationales, ou encore des boîtes de nuit et salles de spectacle, sensibilisent les populations à l'idée d'une société de loisirs possible – et même accessible. De leurs côtés, ceux promouvant les qualités des banques, sociétés d'assurance, sociétés de crédit immobilier, entreprises du BTP, compagnies de téléphonie ou grandes *holdings*, participent d'une stratégie de communication qui contribue à diffuser la croyance qu'un « mieux-être » économique est envisageable. Tous ces dispositifs de sensibilisation œuvrent directement à la valorisation de la poursuite des intérêts économiques individuels et à « l'habilitation morale d'activités d'enrichissement personnel<sup>40</sup> » – là où le registre agonistique, consubstantiel à l'histoire du mouvement national, plaide en faveur du sacrifice de soi pour le bien collectif. Sans doute les promoteurs de « l'Etat d'abord » considèrent-ils que le « doux commerce » pacifie les mœurs. En tout état de cause, l'intérêt (économique) est plébiscité pour ses bienfaits moraux et opposé aux passions partisans, décrites comme de véritables incarnations du « Mal » qui font courir le risque du déshonneur à ceux qui les attisent. La valorisation d'un *homo oeconomicus* palestinien, tout entier tourné vers la satisfaction d'un bonheur privé<sup>41</sup>, prend ici tout son sens au regard de la franche hostilité déployée par l'Autorité de Ramallah et ses leaders à l'encontre du mouvement Hamas et des groupes politiques qui glorifient la lutte armée. Elle se comprend aussi rapporté au contexte d'incertitude économique et politique qui pèse sur les populations. En effet, l'intéressement

---

<sup>39</sup> Voir Aude Signoles, *Le système de gouvernement local en Palestine*, Agence Française de Développement, Focales n° 2, mars 2010.

<sup>40</sup> Voir Etienne Pingaud, *op. cit.*

<sup>41</sup> Voir Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, PUF, 2011 [1980].

comme valeur « a vocation à stabiliser l'ordre social, car il présente des avantages de prévisibilité et de constance<sup>42</sup> ». Dès lors, pour Salam Fayyad et son équipe, se faire l'apôtre de la société de consommation, c'est réinscrire chaque Palestinien dans un horizon d'espérances.

Ainsi, les dispositifs de sensibilisation que les promoteurs de « l'Etat d'abord » déploient à l'attention des populations de la Cisjordanie enjoignent celles-ci à « acheter » leur bonheur futur en faisant le pari de la société de consommation et d'une civilisation des loisirs. Ils leur suggèrent que la normalisation de leurs conditions de vie dépendra, à l'avenir, de leur acceptation à troquer l'usage du fusil contre la carte de crédit. Ils accompagnent les appels de Salam Fayyad à l'éclosion d'un Homme Nouveau - la figure du Palestinien maître de soi et de son destin prenant ici les contours d'un individu « libre-consommateur » qui, par son comportement « intéressé », repoussera les risques de « replongée » dans un quotidien misérabiliste et conflictuel. Par conséquent, pour le Premier ministre en exercice, l'enjeu est autant de détourner les populations qu'il gouverne des modes de faire et normes héroïsés du Hamas que de rassurer la communauté internationale et l'Etat d'Israël sur sa capacité à faire taire les armes et à rétablir l'ordre public. La question, à présent, demeure de savoir quels effets les deux formes de mobilisation des soutiens activées par Salam Fayyad et son équipe ont produit sur les publics-cibles.

### **Des formes plurielles d'appréciation et des effets limités**

Les réactions affectives provoquées par la médiatisation du Plan Fayyad en Palestine sont assez éloignées de celles escomptées par ses promoteurs. Pour autant, le programme de « l'Etat d'abord » ne génère pas de réactions d'antipathie d'ampleur. En réalité, les émotions effectivement suscitées sont loin d'être homogènes et varient selon les segments de la population considérée.

Les plus enthousiastes à l'égard du Plan Fayyad sont les bailleurs de fonds internationaux. Leur degré d'implication financière en est un signe révélateur, de même que la publication de nombreux rapports, dans lesquels ils saluent les aspects « positifs » des réformes administratives entreprises et les « bonnes » avancées du processus de construction étatique.

Les autres *followers* de Salam Fayyad sont des Palestiniens provenant des catégories socioprofessionnelles supérieures employées dans la fonction publique et le secteur privé. Cadres de la haute fonction publique, dirigeants et/ou employés d'ONG internationales, mais aussi hommes d'affaires investissant dans les services à haute valeur ajoutée (banques, assurances, technologie de l'information), le secteur tertiaire (restauration, hôtellerie, loisirs) ou encore le BTP (sociétés de construction, promoteurs immobiliers, etc.), tous louent le « professionnalisme » de Salam Fayyad et considèrent que les priorités politiques du Premier ministre leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie, tout en les éloignant des spectres de la guerre civile et de l'insécurité économique. Parmi les populations de « cols blancs », le soutien au programme de « l'Etat d'abord » se fait toutefois par défaut. En effet, même si ces

---

<sup>42</sup> Voir Etienne Pingaud, *op. cit.*



populations connaissent des trajectoires d'ascension sociale « inespérées » depuis les accords d'Oslo (elles ont investi des postes d'encadrement dans la nouvelle administration palestinienne et les grandes ONG internationales en vertu de leurs diplômes et compétences en langues étrangères) et qu'elles bénéficient de conditions salariales privilégiées au regard des standards locaux<sup>43</sup>, elles vivent avec une conscience aigüe du caractère éminemment fragile de leur (relative) aisance économique. L'histoire récente leur a d'abord démontré qu'elles ne sont pas à l'abri des modifications soudaines de conjoncture économique. Ensuite, leurs conditions de vie au quotidien (ponctuées de contrôles aux barrages militaires, d'attaques de colons, de mesures d'interdiction de construire, etc.) leur rappellent en permanence que le régime de l'occupation n'est pas révolu. Ces populations ne sont donc pas imperméables à la détérioration générale de la situation politique et territoriale, bien qu'elles soient les premières à pouvoir goûter à la *Palestinian way-of-life* telle que promue par Salam Fayyad, dans la mesure où elles apparaissent comme des clients solvables aux banques immobilières et institutions de crédit à la consommation<sup>44</sup>. Par conséquent, l'inquiétude face à l'incertitude prévaut chez elles largement (redoublée souvent par la peur « idéologique » des islamistes) – et contraste fortement avec les appels à la maîtrise de soi du Premier ministre.

Les populations moins directement connectées aux bailleurs de fonds internationaux (et à leurs ressources financières) estiment, de leur côté, que le programme de « l'Etat d'abord » n'apporte aucune amélioration à leur situation d'ici et maintenant. Elles insistent sur le fait que ce Plan ne change rien aux contrôles des mobilités établis par l'armée (en dépit d'un discours sur l'allègement des *checkpoints*), rien non plus à la fermeture du marché du travail israélien à la main d'œuvre palestinienne, pas plus qu'il n'arrête la construction du Mur ou l'expansion de la colonisation. Pour elles, il existe un lien de cause à effet évident entre « la situation » (de *statu quo* territorial et politique) qu'elles endurent et « leurs problèmes » (individuels comme collectifs) à entreprendre – renvoyant ainsi sur l'occupation la raison principale de leur échec. Dans ce contexte, « A quoi bon ? » est l'interrogation qui ponctue le plus souvent leur conversation au quotidien et traduit un sentiment général de résignation.

D'autres groupes sociaux expriment, de leur côté, une critique plus franche du Plan Fayyad. La remise en cause « intellectuelle » de celui-ci est ~~,- par exemple, ainsi-~~ portée par un petit groupe d'universitaires néo-marxistes, souvent économistes de formation et ayant appartenu (ou appartenant encore) aux forces de « gauche » palestinienne. Cette-Leur critique prend la forme de communications scientifiques, d'articles publiés dans des revues académiques, de rapports rédigés pour des *thinks thanks* ou encore de billets d'opinion publiés dans des

---

<sup>43</sup> Voir Benoît Challand, *Palestinian Civil Society : Foreign Donors and the Power to Promote and Exclude*, Taylor and Francis, 2008 ; ainsi que le travail de thèse en cours de Sbeih Sbeih et une interview qu'il a donnée, publiée sous forme d'article : « Des ONG palestiniennes professionnalisées, un enjeu de la 'paix économique' », 9 février 2012, <http://printemps.hypotheses.org/339>.

<sup>44</sup> Ils sont aussi les premiers à saluer les politiques de recrutement au « mérite » que Salam Fayyad appelle de ses vœux dans le but de contrer les pratiques clientélistes du Fatah basées sur les liens partisans - qu'ils n'ont pas forcément.

quotidiens nationaux<sup>45</sup>. Elle s'appuie sur des dispositifs de contre-expertise qui cherchent à invalider (scientifiquement) les statistiques nationales et données brutes produites par le Cabinet du Premier ministre (qu'il s'agisse du taux de croissance ou de l'indice de pauvreté)<sup>46</sup>. L'« ennemi » de ces économistes dans le champ scientifique a pour nom le « fayyadisme », version autochtone de l'école néo-libérale - dont ils estiment que la forme appliquée en Cisjordanie est productrice d'effets sociaux désastreux. Partant là, ils proposent un « contre-modèle » de développement qui a pour spécificité de miser sur une stratégie économique endogène plutôt que sur l'extraversion - l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est ou encore Israël constituant leurs cas « référents ». L'« économie de résistance » qu'ils appellent de leurs vœux - et qu'ils fondent en partie sur un appel au boycott des produits des colonies - est, selon eux, seule à même de permettre au peuple palestinien d'atteindre ses objectifs nationaux. C'est ici les donateurs internationaux que cette communauté d'économistes interpelle et tente de rallier à sa cause en jouant du même registre de l'expertise que Salam Fayyad et son équipe.

Parallèlement, des collectifs d'artistes et d'urbanistes misent sur l'ironie pour dénoncer la « situation » - notamment, le « néo-libéralisme urbain » - et dire leur scepticisme sur le « mieux-être » attendu des transformations en cours. Par leurs noms mêmes, *Ramallah Syndrome* ou *Sublime Banthoustan*<sup>47</sup>, ils traduisent des formes certaines d'autodérision. Ils utilisent l'expression artistique (le théâtre de rue, l'écriture) pour faire réagir leurs concitoyens sur le caractère « fictif » de leur situation et susciter chez eux une prise de conscience là où l'apathie et l'indifférence prévalent. Ce type de protestations publiques par l'art et la dérision s'adresse toutefois à une frange restreinte de la population – celle-là même qui fréquente les lieux de sorties « branchés » que le « modèle » économique de Salam Fayyad s'applique à faire émerger.

Enfin, certains groupes se livrent à une critique argumentée et idéologique du programme du Premier Ministre. Ils remettent en cause la « réussite » de la mise en œuvre du Plan Fayyad au regard de ce qu'ils considèrent être les priorités nationales des Palestiniens - soulignant le caractère dangereux des choix politiques réalisés - et vont jusqu'à accuser le Premier ministre de « brader » les intérêts des Palestiniens. Beaucoup, parmi eux, sont universitaires de

Mis en forme : Justifié

<sup>45</sup> Citons, par exemple, Alaa Tartir, Sam Bahour, Samer Abdelnour, "Defeating Dependency, Creating a Resistance Economy", *Al-Shabaka*, février 2002 ; Raja J. Khalidi et Sobhi Samour, "Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement", MPRA Paper, n° 29642, 2011, <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/29642> ; et, dans le même registre, mais provenant d'un universitaire non palestinien : Philip Leech, "Re-Reading the Mith of Fayyadism. A Critical Analysis of the Palestinian Authority's Reform and State-Building Agenda, 2008-2011", Research Paper, Arab Center for Research and Policy Studies, Doha, April 2012.

<sup>46</sup> Voir notamment les travaux de Adel Amara, marxiste revendiqué, appartenant au Front Populaire de Libération de la Palestine, qui s'en prend au 8% de croissance vantés par les bailleurs de fonds internationaux : pour lui, cette croissance n'est pas « durable », dans la mesure où elle ne s'appuie pas sur une économie productive, mais sur des injections de liquidités (versées par les bailleurs de fonds à l'Autorité palestinienne et ses employés) et de la consommation à crédit.

<sup>47</sup> Les exemples sont pris de Benjamin Barthe, *op. cit.*, 2011, pp. 120-122. Ainsi *Ramallah Syndrome* parodie-t-il les projets immobiliers de type *gated communities* construits ces dernières années pour une clientèle de privilégiés en parlant à leurs propos d'« hallucination de normalité », tandis que *Sublime Banthoustan* conclut, sous la plume de l'urbaniste (reconnu) Nasser Abou Rahme, que « s'il suppose d'accepter le *statu quo*, le prix à payer pour le retour à la normalité est beaucoup trop élevé ».

Code de champ modifié

profession et/ou hauts cadres dirigeants du Fatah souffrant des tentatives de marginalisation du parti impulsées par Salam Fayyad. Leur combat est éminemment politique et passe, soit par la publication d'écrits (dans des journaux et revues en ligne), soit par une politique d'obstruction systématique vis-à-vis des réformes engagées. Ils utilisent les mots du politique pour crier leur indignation et défendre l'idée qu'il ne peut pas y avoir d'Etat sans fin de l'occupation. Ils appellent le Premier ministre à ne pas nier la réalité de la situation territoriale et politique ni celle des rapports de force existants – ni, donc, la conflictualité latente avec l'Etat d'Israël et la population de colons -, sous peine d'être condamné à ne faire reconnaître, en 2011, qu'un Etat « fictif »<sup>48</sup>. Ils dénoncent aussi le caractère fragile du « bonheur » économique annoncé en parlant de la situation existante comme d'un « mirage » ou d'une « bulle » qui menace, à tout moment, d'exploser. Enfin, ils s'en prennent à la politique de coopération sécuritaire du Premier ministre, dont ils considèrent qu'elle renforce la matrice du contrôle israélien sur la Cisjordanie, ainsi que le projet de « paix économique » de leur principal adversaire politique : le gouvernement (israélien) de Benjamin Netanyahu. Ils accusent ainsi le programme de « l'Etat d'abord » de viser à la normalisation de l'occupation et non d'y mettre fin. Au-delà, ces groupes estiment que l'interdiction faite aux Palestiniens de porter des armes est un renoncement de leur gouvernement à toute perspective de protestations contre les abus et atteintes au droit (international) perpétrés par l'Etat d'Israël. Cela les conduit aussi à considérer que Salam Fayyad fait le jeu des Israéliens et est « l'homme des Américains »<sup>49</sup>. Le caractère agressif du ton employé contre Salam Fayyad va de pair avec les appels au maintien d'une posture agonistique contre Israël<sup>50</sup>. La figure du prisonnier qui (ré)émerge en 2011-2012 à travers des mobilisations collectives de soutien à des grèves de la faim<sup>51</sup> promeut le sacrifice de soi pour la « cause » nationale – loin des prescriptions affectives formulées par Salam Fayyad.

D'autres groupes font le même constat d'une occupation qui perdure, mais optent pour la visibilisation de leur exaspération. Leurs répertoires d'action sont variés, mais renvoient tous à des formes de désobéissance civile : ainsi, manifestations et *sit in* à proximité du Mur<sup>52</sup>,

<sup>48</sup> Voir, par exemple, le billet d'humeur de Hasan Abu Nimah et Ali Abunimah, « Liberation, not a fictitious Palestinian 'state' », *The Electronic Intifada*, 1<sup>er</sup> septembre 2009. Hasan Abu Nimah est un ancien représentant permanent de la Jordanie aux Nations Unies et Ali Abunimah est un journaliste « arabe-américain » établi à Chicago qui défend la solution d'un seul Etat sur l'ensemble du territoire israélo-palestinien, co-fondateur du journal en ligne *Electronic Intifada* qui entend donner à voir une perspective palestinienne sur le conflit.

<sup>49</sup> Par exemple : « Ce qui est vraiment en train de se mettre en place en Cisjordanie aujourd'hui, c'est un Etat policier, où toutes les sources d'opposition et de résistance (réelles ou supposées) envers le régime de l'Autorité ou envers l'occupation israélienne sont systématiquement réprimées par les 'forces de sécurité' palestiniennes financées par les Etats-Unis en totale coordination avec Israël ». In Hasan Abu Nimah et Ali Abunimah, « Liberation, not a fictitious Palestinian 'state' », *The Electronic Intifada*, op. cit., 1<sup>er</sup> septembre 2009.

<sup>50</sup> « Aujourd'hui [novembre 2012<sup>50</sup>], il y a un nouveau Palestinien. Ce n'est pas le Palestinien qui embrasse la vision néo-libérale d'Oslo et qui est tout entier tourné vers l'Occident. [C'est un] Palestinien qui continu[e] à donner de la consistance aux appels au « tenir bon » et à la résistance contre l'oppression, qui comba[t] la normalisation et qui refus[e] d'embellir l'occupation ». In Haidar Eid, « Will the New Palestinians End Security Coordination ? », *Al-Shabaka*, december 2012.

<sup>51</sup> Les mobilisations engagées visent notamment à soutenir les prisonniers en grève de la faim qui protestent contre les conditions d'enfermement dont ils sont l'objet. Voir Stéphanie Latte Abdallah, « Les Palestiniens dans la toile carcérale », *Le Monde Diplomatique*, juin 2012.

<sup>52</sup> Notamment autour du village de Bi'l'in. La lutte des habitants de ce village, commencée en février 2005 lorsque le Mur a coupé le village en deux, n'est aujourd'hui plus isolée : d'autres villages concernés (tels Nilin, Nabi Saleh, Masara, Budros, Beit Jala, Iraq Burin, mais aussi Cheikh Jarrah et Silwan, à Jérusalem-Est)

- Mis en forme : Français (France)
- Mis en forme : Police : Non Italique, Français (France)
- Mis en forme : Français (France)
- Mis en forme : Français (France)

appels au boycott des produits fabriqués dans les colonies<sup>53</sup>, opérations « coup-de-poing » contre des bus de colons, campements sur des terres agricoles menacées de saisies, actions de « réoccupation » des collines prises d'assaut par des groupes de colons, etc. Ils défendent un « nouvel » activisme – non-violent - qui prend appui sur la présence de militants internationaux afin de pouvoir témoigner « au-dehors » des atteintes au droit international dont leur peuple est l'objet et transformer l'image de sa lutte à l'international, en montrant que les Palestiniens peut-peuvent combattre de manière pacifique. Très actifs en zones rurales (particulièrement menacées par la poursuite de la colonisation), ces groupes ne sont pas directement liés ni encadrés par des forces politiques traditionnelles et revendiquent souvent une étiquette d'« indépendants ». Organisés en « comités de résistance populaire »<sup>54</sup>, ils cherchent à dénoncer l'ordre de l'occupation - et notamment, le radicalisme des colons - en retournant à leur profit la politique du fait accompli israélien<sup>55</sup>. Pour eux, l'enjeu est d'occuper par leur présence physique des lieux ou espaces menacés par les velléités expansionnistes des Israéliens. Ce faisant, ils réactivent (en la renouvelant) une stratégie de lutte ancienne, déployée durant les premières décennies de l'occupation israélienne : celle du « Tenir bon » (ou *sumud*), qui « témoigne de la persistance, de la volonté de continuer à vivre malgré tout, et d'une forme de résistance au quotidien incarnée dans les actions ordinaires<sup>56</sup> ».

Le décalage manifeste entre les perspectives annoncées du Plan Fayyad et les réalités du terrain sont ainsi à l'origine du soutien timoré dont le programme de « l'Etat d'abord » est l'objet. Il explique aussi largement qu'à l'enthousiasme des donateurs internationaux fait face la résignation, mais aussi la colère, voire la contre-mobilisation, des populations locales.

---

organisent des sit-in, festivals ou encore conférences internationales au pied du Mur pour faire connaître leur situation spécifique, voire portent la défense de leur cas devant les tribunaux israéliens.

<sup>53</sup> Omar Barghouti, « BDS : A Global Movement for Freedom and Justice », *Al-Shabaka*, May 2010.

<sup>54</sup> Ce type de contre-mobilisation est parfois appelée « l'Intifada blanche ».

<sup>55</sup> Salam Fayyad est gêné par ce type de mobilisations qui contrarie ses promesses de non-agression (physique et verbale) à l'égard de l'Etat d'Israël et de sa population. Il cherche donc à la fois à récupérer à son actif certains de ces mouvements de mobilisation populaire (via, par exemple, la création d'un ministère du Mur) et à contrôler les groupes ou types d'action qui lui semblent les plus subversifs.

<sup>56</sup> In Véronique Bontemps, Aude Signoles, *op. cit.*, 2012, page 18.